

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2007 — 511

[2007/200265]

**21 DECEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux terrains de camping d'une capacité égale ou supérieure à 50 emplacements**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment ses articles 4, 5, §§ 2 et 3, 7, § 1<sup>er</sup>, 8 et 9;  
Vu l'avis 41.165/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 septembre 2006 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux terrains de camping d'une capacité égale ou supérieure à 50 emplacements visés par les rubriques 55.22.02 et 55.22.03 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

**Art. 2.** Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par établissement existant : l'établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que l'établissement pour lequel une demande de permis a été introduite entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

**Art. 3.** Sauf cas de limites naturelles, le terrain de camping est entouré d'un rideau de plantations d'essences locales et dissimulant le terrain à la vue.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

**Art. 4.** L'établissement dispose d'un règlement d'ordre intérieur indiquant au minimum que :

— le fonctionnement des radios, pick-up et autres appareils sonores ne peut incommoder le voisinage et le silence est de rigueur entre 22 et 7 heures;

— la circulation de véhicules à moteur est interdite de 22 à 7 heures, sauf pour les nouveaux arrivants;

— le stationnement des véhicules sur les voies d'accès et les voies intérieures est interdit;

— les abris ne peuvent servir ni à des activités ni au dépôt de marchandises qui aggraveraient le danger d'incendie ou les conséquences d'un incendie;

— les appareils de cuisine et de chauffage au gaz, au pétrole, à l'électricité ou autres sont installés de manière à présenter toutes les garanties de sécurité. Ils sont placés dans un endroit bien ventilé et sur un support stable et peu inflammable;

— il est interdit d'allumer un feu à moins de 100 mètres des habitations, des bois, des bruyères, des vergers, des haies, du blé, de la paille, des meules et des lieux où le lin est mis à sécher.

Aucun feu, ni réchaud ne peut être allumé en dehors des abris de camping qu'après que le terrain ait été nettoyé, dans un rayon d'un mètre au moins, de toute branche, brindilles, feuilles mortes et herbages. Dès leur allumage, les feux sont tenus sous surveillance constante.

Les feux de camp ne peuvent en aucun cas être allumés qu'avec l'autorisation expresse du gérant de l'établissement. Après extinction, les foyers sont soigneusement recouverts de sable ou de terre, ou copieusement arrosés d'eau;

— il est interdit de jeter des débris, ordures et déchets de toutes sortes ailleurs que dans les poubelles ou collecteurs placés à cet effet;

— les eaux usées ne peuvent être déversées qu'aux endroits désignés à cet effet;

— les wc chimiques ne peuvent être vidangés qu'aux endroits désignés à cet effet.

CHAPITRE IV. — *Bruit*

**Art. 5.** Toute activité extérieure nécessitant l'utilisation d'installations d'émission de musique amplifiée électroniquement ne peut se faire que pendant les plages horaires fixées par des conditions particulières.

CHAPITRE V. — *Eau**Section 1<sup>re</sup>. — Eaux usées domestiques*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Les eaux usées domestiques, issues des blocs sanitaires et abris fixes, sont évacuées ou traitées conformément aux dispositions prévues par le livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

§ 2. Les eaux issues des aires de point d'eau en matériaux durs, des emplacements réservés aux caravanes de type résidentiel raccordés à l'eau sont collectées au moyen d'un réseau d'égouttage interne au camping et sont évacuées ou traitées conformément aux dispositions prévues par le livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

§ 3. La capacité épuratoire du terrain de camping est déterminé sur la base des données visées dans le tableau suivant :

Détermination de la capacité épuratoire du terrain de camping

Type d'emplacement	Nombre d'équivalent-habitant (EH)
Emplacement réservé aux tentes	1 emplacement = 1,5 EH
Emplacement réservé aux caravanes routières, aux motorhomes ou autres abris analogues	1 emplacement = 1,5 EH
Emplacement réservé aux caravanes de type résidentiel ou autres abris analogues ainsi qu'aux abris fixes	1 emplacement = 2 EH

*Section 2 — Effluents des wc chimiques*

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Tout rejet d'effluents de wc chimiques dans un égout public, dans une eau de surface ou dans le sol est interdit.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les conditions particulières peuvent prévoir le rejet des effluents de wc chimiques dans un égout public en respectant les exigences suivantes :

1° le terrain de camping est situé en zone d'assainissement collectif au plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique pour autant que l'agglomération soit supérieure à 2 000 équivalent-habitant;

2° l'avis de l'organisme d'assainissement est favorable.

Le stockage des effluents répond aux conditions suivantes :

1° le stockage s'effectue dans une citerne de capacité suffisante, étanche et dépourvue de trop-plein de sorte qu'il n'y ait pas d'écoulement vers le milieu extérieur;

2° le point de vidange des wc chimiques et la citerne de stockage sont aménagés de manière à empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture;

3° le point de vidange des wc chimiques raccordé à la citerne est clairement renseigné.

§ 2. Le terrain de camping est équipé d'une ou de plusieurs citernes dont le volume cumulé ne peut être inférieur à 3 000 litres est calculé comme suit :

1° 500 litres par groupe ou partie de groupe de 25 caravanes routières;

2° 2 000 litres par groupe ou partie de groupe de 5 motorhomes;

3° 250 litres par groupe ou partie de groupe de 25 caravanes résidentielles.

Chaque citerne est vidangée au moins une fois l'an, à la fin de la saison touristique, par un vidangeur agréé.

*CHAPITRE VI. — Gestion des déchets*

**Art. 8.** Le terrain de camping est équipé d'un matériel collecteur d'immondices adéquat, composé, soit de poubelles avec couvercle, soit de sacs en matière plastique, soit de conteneurs fermés, qui est en permanence opérationnel.

**Art. 9.** La destruction de déchets par combustion est interdite.

*CHAPITRE VII. — Prévention des accidents et des incendies*

**Art. 10.** Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant informe le service territorialement compétent sur les mesures prises et les équipements mis en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

**Art. 11.** Le terrain de camping dispose d'un raccordement à la voie publique par un chemin carrossable permettant l'accès de véhicules équipés d'appareils de lutte contre l'incendie et de voies carrossables intérieures d'une largeur minimale de trois mètres utilisables par tout temps.

Le stationnement des véhicules sur les voies d'accès et les voies intérieures est interdit.

**Art. 12.** Le terrain de camping est pourvu d'au moins un poste d'incendie par groupe ou fraction de groupe de cent emplacements disposé sur le terrain dans un périmètre de chaque groupe de cent ou fraction de cent emplacements.

Chaque poste d'incendie est équipé d'extincteurs portatifs à poudre polyvalente type ABC d'une capacité minimale d'une unité et demi d'extinction.

Les extincteurs du poste d'incendie répondent aux normes belges ou à toute autre norme équivalente. Les extincteurs sont contrôlés chaque année par une firme agréée.

Le matériel d'incendie est logé dans une armoire fixe que l'on peut ouvrir aisément.

Des plaques indicatrices portant l'inscription "poste d'incendie" en caractères d'au moins huit centimètres de hauteur, de couleur rouge sur fond blanc, sont placées en différents endroits du terrain de camping pour indiquer le chemin d'accès le plus rapide.

L'inscription "poste d'incendie" peut être remplacée par des pictogrammes clairement identifiables.

*CHAPITRE VIII. — Dispositions transitoires et finales*

**Art. 13.** Le présent arrêté s'applique aux établissements existants.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 6, § 2, s'applique aux établissements existants au plus tard le 31 décembre 2009.

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2006 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées et divers arrêtés du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles et intégrales.

**Art. 15.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 décembre 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 511

[2007/200265]

**21. DEZEMBER 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Campingplätze mit einer Kapazität von mindestens 50 Stellplätzen.**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, § 2 und § 3, 7, § 1, 8 und 9;

Aufgrund des am 26. September 2006 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup>, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 41.165/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Anwendungsbereich und Definitionen*

**Artikel 1** - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf Campingplätze mit einer Kapazität von mindestens 50 Stellplätzen gemäß den Rubriken 55.22.02 und 55.22.03 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 55.22.03. Juli 4 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Betriebe anwendbar.

**Art. 2** - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften versteht man unter bestehendem Betrieb einen Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassen war, sowie einen Betrieb, für den zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Genehmigungsantrag eingereicht wurde.

KAPITEL II — *Aufstellung und Bau*

**Art. 3** - Außer im Falle, wo natürliche Grenzen bestehen, ist der Campingplatz mit einer aus lokalen Arten bestehenden Gehölzkulisse umgeben, die einen Sichtschutz bildet.

KAPITEL III — *Betrieb*

**Art. 4** - Der Betrieb verfügt über eine allgemeine Dienstordnung, in der mindestens folgende Angaben stehen:

- die Benutzung von Radios, Platten- bzw. CD-Spielern oder sonstigen Geräten, die Lärm erzeugen, darf die Nachbarschaft nicht belästigen; zwischen 22 Uhr und 7 Uhr herrscht Ruhe;
- der Verkehr von Kraftfahrzeugen ist von 22 Uhr bis 7 Uhr untersagt, außer für neu ankommende Campinggäste;
- das Parken von Fahrzeugen auf Zugangsstraßen und inneren Wegen ist verboten;
- die Campingunterkünfte dürfen zu keiner Tätigkeit noch zum Lagern von Waren dienen, die die Feueregefahr erhöhen oder die Folgen eines Brandes erschweren würden;
- Küchen- und Heizgeräte mit Gas-, Petroleum- oder Strombetrieb oder sonstige sind so eingerichtet, dass sie alle Sicherheitsgewähr bieten. Sie werden an einer gut belüfteten Stelle auf einem schlechten Wärmeleiter aufgestellt;
- das Zünden von Feuer in einem Abstand von weniger als 100 Metern von Wohnungen, Wäldern, Heiden, Obstgärten, Hecken, Heu, Stroh, Schobern und Stellen, wo Flachs getrocknet wird, ist untersagt.

Kein Feuer und kein Herd darf außerhalb der Campingunterkünfte angezündet werden, wenn das Gelände nicht zuvor in einem Umkreis von mindestens einem Meter von jeglichen Ästen, Zweigen, dürrem Laub, Gras, usw. gereinigt wurde. Sofort nach Anzünden stehen die Feuerstellen unter ständiger Aufsicht.

Lagerfeuer dürfen nur mit ausdrücklicher Genehmigung des Leiters des Campinggeländes angezündet werden. Nach Erlöschen werden die Feuerstellen sorgfältig mit Sand oder Erde überdeckt oder reichlich mit Wasser übergossen;

- Abfälle, Müll und sonstiger Unrat darf nur in den hierzu bestimmten Mülleimern und Behältern deponiert werden;
- Abwässer dürfen nur an den hierfür vorgesehenen Stellen ausgeschüttet werden;
- chemische Toiletten dürfen nur an den hierfür vorgesehenen Stellen entleert werden.

KAPITEL IV — *Lärm*

**Art. 5** - Aktivitäten im Freien, die die Benutzung von Anlagen mit elektronisch verstärkter Musik erfordern, dürfen nur während Uhrzeiten stattfinden, die in den besonderen Bedingungen festgelegt sind.

KAPITEL V — *Wasser**Abschnitt 1 — Haushaltsabwasser*

**Art. 6** - § 1 - Das aus sanitären Einrichtungen und ortsfesten Campingunterkünften stammende Abwasser wird in Übereinstimmung mit den in dem Buch II des das Wassergesetzbuch enthaltenden Umweltgesetzbuches vorgesehenen Bestimmungen entsorgt oder behandelt.

§ 2 - Das aus mit harten Materialien gebauten Wasserstellen sowie Stellplätzen für an das Wassernetz angeschlossene Mobilheime stammende Wasser wird anhand eines dem Campingplatz eigenen Kanalisationsnetzes gesammelt und in Übereinstimmung mit den in dem Buch II des das Wassergesetzbuch enthaltenden Umweltgesetzbuches vorgesehenen Bestimmungen entsorgt oder behandelt.

§ 3 - Die Abwasserbehandlungskapazität des Campingplatzes wird aufgrund der Angaben in folgender Tabelle bestimmt:

Bestimmung der Abwasserbehandlungskapazität des Campingplatzes:

Art des Stellplatzes	Anzahl Einwohnergleichwerte (EGW)
Stellplatz für Zelte	1 Stellplatz = 1,5 EGW
Stellplatz für Wohnwagen, Wohnmobile und ähnliche Campingunterkünfte	1 Stellplatz = 1,5 EGW
Stellplatz für Mobilheime und ähnliche Campingunterkünfte sowie für feste Unterkünfte	1 Stellplatz = 2 EGW

#### Abschnitt 2 — Abwässer aus chemischen Toiletten

**Art. 7 - § 1** - Das Ableiten von Abwasser aus chemischen Toiletten in den Untergrund, in eine öffentliche Kanalisation oder in ein Oberflächengewässer ist untersagt.

In Abweichung von Absatz 1 können die Sonderbedingungen das Ableiten von Abwasser aus chemischen Toiletten in eine öffentliche Kanalisation vorsehen, wenn die folgenden Anforderungen eingehalten werden:

1° der Campingplatz befindet sich in einem kollektiven Sanierungsgebiet im Abwasserreinigungsplan nach Zwischeneinzugsgebieten, vorausgesetzt, dass die Ortschaft mehr als 2 000 EGW beträgt;

2° es besteht ein günstiges Gutachten seitens der Vereinigung für die Sanierung.

Die Abwässer werden unter Beachtung der nachstehenden Bedingungen gelagert:

1° der Tank, in dem die Abwässer gelagert werden, hat eine zureichende Kapazität, ist wasserdicht, und hat keinen Überlauf, so dass ein Abfließen in die Umwelt unmöglich ist;

2° der Ort, wo die chemischen Toiletten entleert werden und der Tank für die Lagerung der Abwässer sind so gestaltet, dass ein unkontrolliertes Eindringen von Abflusswasser oder Regenwasser von den Dächern verhindert wird;

3° der Ort, wo die chemischen Toiletten entleert werden, und der an den Tank angeschlossen ist, wird deutlich angegeben.

§ 2. Der Campingplatz ist mit einem oder mehreren Tanks ausgerüstet, deren zusammengerechnetes Volumen nicht unter 3 000 Litern liegen darf, und wie folgt berechnet wird:

1° 500 Liter pro Gruppe oder Teilgruppe von 25 Wohnwagen;

2° 2 000 Liter pro Gruppe oder Teilgruppe von 5 Wohnmobilen;

3° 250 Liter pro Gruppe oder Teilgruppe von 25 Mobilheimen.

Jeder Tank wird mindestens einmal pro Jahr am Ende der touristischen Saison von einem zugelassenen Entleerer entleert.

#### KAPITEL VI — Abfallwirtschaft

**Art. 8** - Der Campingplatz ist mit angemessenen, stets betriebsfähigen Vorrichtungen für die Müllsammlung ausgerüstet; diese bestehen entweder aus Mülleimern mit Deckel, oder Plastiksäcken, oder auch geschlossenen Behältern.

**Art. 9** - Die Vernichtung der Abfälle durch Verbrennung ist untersagt.

#### KAPITEL VII — Feuer- und Unfallverhütung

**Art. 10** - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, informiert der Betreiber den örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die getroffenen Maßnahmen und die eingesetzten Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

**Art. 11** - Der Campingplatz ist über einen befahrbaren Weg mit dem öffentlichen Straßennetz verbunden, und verfügt über mindestens 3 Meter breite innere Wege, die stets und unabhängig von den Wetterbedingungen befahrbar sind, so dass er für mit Feuerbekämpfungsgeräten ausgerüstete Fahrzeuge stets zugänglich ist.

Das Parken von Fahrzeugen auf Zufahrtstraßen und inneren Wegen ist verboten.

**Art. 12** - Der Campingplatz verfügt über mindestens eine Feuerlöschstelle pro Gruppe oder Teilgruppe von hundert Stellplätzen, die sich auf dem Gelände innerhalb eines Umkreises von jeder Gruppe oder Teilgruppe von hundert Stellplätzen befindet.

Jede Feuerlöschstelle ist mit tragbaren Feuerlöschern mit Mehrzweck-Trockenlöschpulver des Typs ABC und einer Mindestkapazität von anderthalb Löscheinheiten ausgerüstet.

Die Löschgeräte der Feuerlöschstellen genügen den belgischen oder gleichwertigen Normen. Sie werden jedes Jahr von einer anerkannten Firma kontrolliert.

Das Feuerlöschmaterial befindet sich in einem ortsfesten Schrank, der einfach zu öffnen ist.

Kennschilder mit der Bezeichnung "poste d'incendie" - "Feuerlöschstelle" in mindestens acht Zentimeter hohen roten Buchstaben auf weißem Hintergrund befinden sich an mehreren Orten im Campingplatz, um den schnellsten Weg zur Feuerlöschstelle anzugeben.

Die Angabe "poste d'incendie" - "Feuerlöschstelle" kann durch deutliche erkennbare Piktogramme ersetzt werden.

KAPITEL VIII — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 13** - Der vorliegende Erlass findet auf die bestehenden Betriebe Anwendung.

In Abweichung von Absatz 1 ist Artikel 6, § 2, spätestens am 31. Dezember 2009 auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

**Art. 14** - Der vorliegende Erlass tritt am Inkrafttredatum des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 2006 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten und verschiedener Erlasse der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen und gesamten Bedingungen in Kraft.

**Art. 15** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Dezember 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

---

 VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 511

[2007/200265]

**21 DECEMBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende kampeertreinen met een capaciteit van 50 plaatsen of meer**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, §§ 2 en 3, 7, § 1, 8 en 9;

Gelet op het advies 41.165/4 van de Raad van State, gegeven op 26 september 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijving*

**Artikel 1.** Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op kampeertreinen met een capaciteit van 50 plaatsen of meer bedoeld in de rubrieken 55.22.02 en 55.22.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

**Art. 2.** Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder bestaande inrichting : inrichting die behoorlijk vergund is vóór de inwerkingtreding van dit besluit, alsook inrichting waarvoor een vergunningaanvraag werd ingediend tussen de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

**Art. 3.** Het kampeertrein is omgeven door een rij inheemse gewassen en wordt zo aan het zicht onttrokken, behalve in geval van natuurlijke begrenzing.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

**Art. 4.** De inrichting beschikt over een huishoudelijk reglement waarin op zijn minst de volgende richtlijnen vastliggen :

— het laten spelen van radio's, platendraaiers en andere geluidstoestellen mag de buurt niet storen en tussen 22 uur en 7 uur wordt stilte vereist;

— het verkeer van motorvoertuigen is verboden tussen 22 uur en 7 uur, behalve voor de kampeerders die aankomen;

— het parkeren van voertuigen op de toegangs- en binnenwegen is verboden;

— in de verblijven mogen geen activiteiten plaatsvinden of goederen worden opgeslagen die het gevaar voor brand of de gevolgen ervan zouden kunnen vergroten;

— gas-, petroleum-, elektrische en andere kook- en verwarmingstoestellen worden derwijze opgesteld dat zij alle veiligheidsmaatregelen bieden. Zij worden op een goed geventileerde plaats geïnstalleerd op een stevige en weinig ontvlambare plaat;

— het is verboden vuur te maken op minder dan 100 m van woningen, bossen, heide, boomgaarden, hagen, koren, stro, hooischelven en plaatsen waar vlas te drogen ligt.

Buiten de kampeerverblijven mogen vuren en komforen slechts worden aangestoken wanneer het terrein binnen een straal van minstens één meter vrijgemaakt is van alle takken, twijgen, dode bladeren en groen. Zodra aangestoken, moeten zij onder permanent toezicht staan.

Kampvuren mogen in geen geval worden aangestoken zonder de uitdrukkelijke toelating van de kampleider. Na uitdoving moeten de haarden zorgvuldig met zand of aarde bedekt of overvloedig met water besproeid worden;

— het is verboden om het even welke afval of vuilnis elders dan in de daartoe bestemde vuilnisbakken of containers te werpen;

— het afvalwater mag slechts op de daartoe bestemde plaatsen geloosd worden;

— chemische wc's mogen slechts op de daartoe bestemde plaatsen schoongemaakt worden.



HOOFDSTUK IV. — *Lawaai*

**Art. 5.** Elke buitenactiviteit die het gebruik van elektronische versterkte muziekekmissie-installaties vereist, mag alleen plaatsvinden tijdens de uren die in de bijzondere voorwaarden vastliggen.

HOOFDSTUK V. — *Water**Afdeling 1 — Huishoudelijk afvalwater*

**Art. 6.** § 1. Het huishoudelijk afvalwater van de sanitaire eenheden en niet-verplaatsbare verblijven wordt afgevoerd of behandeld overeenkomstig de bepalingen bedoeld in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

§ 2. Het water uit de tappunten in hard materiaal en uit de plaatsen voorbehouden aan op water aangesloten stacaravans wordt opgevangen door de interne riolering van de camping en afgevoerd of behandeld overeenkomstig de bepalingen bedoeld in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

§ 3. De zuiveringscapaciteit van het kampeertrein wordt bepaald op grond van de gegevens opgenomen in onderstaande tabel :

Zuiveringscapaciteit van het kampeertrein :

Soort plaats	Aantal inwonersequivalent (IE)
Plaats voorbehouden aan tenten	1 plaats = 1,5 IE
Plaats voorbehouden aan rijcaravans, kampeerwagens of andere gelijkaardige verblijven	1 plaats = 1,5 IE
Plaats voorbehouden aan stacaravans of andere gelijkaardige verblijven, alsook aan niet verplaatsbare verblijven	1 plaats = 2 IE

*Afdeling 2 — Afvalwater van chemische wc's*

**Art. 7.** § 1. Het is verboden afvalwater van chemische wc's in een openbare riolering, een oppervlaktewater of in de grond te lozen.

In afwijking van het eerste lid kunnen de bijzondere voorwaarden voorzien in de lozing van afvalwater van chemische wc's in een openbare riolering, met inachtneming van de volgende vereisten :

1° het kampeertrein valt onder de collectieve saneringszone op het saneringsplan per onderstroomgebied voor zover de agglomeratie meer dan 2 000 inwonersequivalent telt;

2° het advies van de saneringsinstelling is gunstig.

De opslag van het afvalwater voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° het wordt opgeslagen in een waterdichte tank met voldoende capaciteit en zonder overlooppijp om afwatering naar buiten te voorkomen;

2° het afluutpunt van de chemische wc's en de tank zijn ingericht zodat geen afvloeiend water of dakwater kan binnensijpelen;

3° het afluutpunt van de chemische wc's die op de tank aangesloten zijn is duidelijk aangegeven.

§ 2. Het kampeertrein is uitgerust met één of meer tanks waarvan het gecumuleerde volume, dat niet minder dan 3 000 liter mag bedragen, berekend is als volgt :

1° 500 liter per groep of groepgedeelte van 25 rijcaravans;

2° 2 000 liter per groep of groepgedeelte van 5 kampeerwagens;

3° 250 liter per groep of groepgedeelte van 25 stacaravans.

Elke tank wordt minstens één keer per jaar aan het einde van het toeristisch seizoen door een erkende rioolruimer geledigd.

HOOFDSTUK VI. — *Afvalbeheer*

**Art. 8.** Het kampeertrein is uitgerust met geschikt en voortdurend operationeel materiaal voor afvalophaal, met name vuilnisbakken met deksel, plastic zakken of gesloten containers.

**Art. 9.** Het is verboden afval door verbranding te vernietigen.

HOOFDSTUK VII. — *Ongevallen- en brandpreventie*

**Art. 10.** Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die de risico's voor brand of voor de verspreiding ervan zouden kunnen wijzigen, verstrekt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst informatie over de getroffen maatregelen en de aangewende uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

**Art. 11.** Het kampeertrein is op de openbare weg aangesloten door een berijdbare weg die toegankelijk is voor brandweervoertuigen en beschikt over berijdbare binnenwegen die minimum drie meter breed zijn en onder alle weersomstandigheden gebruikt kunnen worden.

Het parkeren van voertuigen op de toegangs- en binnenwegen is verboden.

**Art. 12.** Het kampeertrein beschikt per groep of groepgedeelte van honderd plaatsen over minstens één brandbluspost die op het terrein geïnstalleerd is binnen de omtrek van elke groep of elk groepgedeelte.

Elke brandbluspost beschikt over draagbare snelblussers met polyvalent ABC-poeder waarvan de minimumcapaciteit gelijk is aan anderhalve bluseenheid.

De snelblussers voldoen aan de Belgische normen of aan elke andere gelijkwaardige norm. Ze worden jaarlijks gecontroleerd door een erkende firma.

Het brandblusmateriaal bevindt zich in een muurkast die makkelijk geopend kan worden.

Om de kortste toegangsweg tot de brandweerpost aan te geven staan op verschillende plaatsen van het toeristisch kampeerterrain borden met het opschrift "poste d'incendie" in rode letters van minstens acht centimeter hoog op een witte achtergrond.

Het opschrift "poste d'incendie" kan worden vervangen door goed zichtbare pictogrammen.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 13.** Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen.

In afwijking van het eerste lid is artikel 6, § 2, uiterlijk 31 december 2009 van toepassing op de bestaande inrichtingen.

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2006 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en verschillende besluiten van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale en integrale voorwaarden.

**Art. 15.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 december 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 512

[2007/200317]

#### **24 JANVIER 2007. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie**

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment l'article 37;

Vu l'arrêté de Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, notamment l'article 25bis, alinéa 2, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006;

Vu l'arrêté de Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, notamment l'article 29bis, alinéa 2, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, modifié par l'arrêté ministériel du 30 mai 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 janvier 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 janvier 2007;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il existe actuellement un retard très important dans le traitement des demandes de primes pour des investissements économiseurs d'énergie. Afin de procéder dans les meilleurs délais à la résorption du retard (programme 2006) alors que les premiers dossiers du programme 2007 sont attendus dans le courant du mois de janvier et qu'il est probable que le nombre de dossiers introduits en 2007 sera au moins équivalent à 30 000, il est indispensable de prendre notamment des mesures radicales pour faire face à cette situation déplorable, qui nuit à l'image de la Région wallonne et est contreproductif par rapport au message incitant à réaliser des économies d'énergie;

Considérant que les mesures à prendre sont à la fois d'ordre légal et portent sur une modification du traitement administratif des dossiers, avec introduction de délais de rigueur y compris pour les dossiers déjà introduits et non encore traités. Elles visent également à renforcer de manière significative les ressources humaines de l'administration, pour rencontrer ces besoins exceptionnels et temporaires, outre la nécessité de prolonger les intérimaires déjà en place actuellement;

Considérant dès lors, qu'il est essentiel que les modifications apportées à l'arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie puissent entrer en vigueur au plus tôt afin de pouvoir résorber les retards importants constatés qui nuisent aux attentes légitimes des citoyens de voir leur demande traitée dans des délais raisonnables;

Vu l'avis 42.110/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 janvier 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 37 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Dans les dix jours ouvrables prenant cours le lendemain de la réception de la demande, le gestionnaire de réseau ou l'administration, selon le cas, envoie au demandeur un accusé de réception.

Dans les nonante jours ouvrables prenant cours le lendemain de la réception de la demande, le gestionnaire de réseau ou l'administration, selon le cas, envoie au demandeur une lettre contenant, soit la décision statuant sur la demande, soit une demande de compléments d'information. Lorsque le gestionnaire de réseau ou l'administration, selon le cas, sollicite des compléments d'information, le demandeur dispose d'un délai de trente jours ouvrables pour les notifier. Le délai de nonante jours ouvrables est suspendu à la date de la demande de compléments d'information jusqu'à la communication de l'ensemble des informations sollicitées.

La demande est réputée acceptée lorsque le gestionnaire de réseau ou l'administration, selon le cas, n'a pas expédié, par lettre, sa décision au demandeur dans le délai prévu à l'alinéa 2.

Dans les vingt jours ouvrables à dater de la notification de l'acceptation de la demande ou de l'expiration du délai prévu à l'alinéa 2, le montant de la prime est mis en liquidation par l'administration. »;